

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama  
Semaine du 23 avril 2026

Le Mexique figure parmi les pays de l'OCDE avec la plus faible fiscalité sur le travail, avec un taux de prélèvement moyen sur les salaires de 21,7 % en 2025 (contre 35,1 % en moyenne dans l'OCDE).

### LE CHIFFRE A RETENIR

**21,7 %**

Taux moyen de prélèvement  
des personnes physiques au  
Mexique en 2025

Selon le rapport « Impôts sur les salaires 2026 » publié par l'OCDE, les travailleurs mexicains ont payé en moyenne en 2025 l'équivalent de 21,7 % de leur salaire au titre de l'ISR et des cotisations de sécurité sociale à la charge des salariés. Il s'agit du quatrième taux moyen d'imposition des personnes physiques le plus bas parmi les 38 pays de l'OCDE.

Dans son rapport, l'organisation indique que les taux effectifs d'imposition des revenus du travail pour un salarié célibataire percevant le salaire moyen ont augmenté dans la majorité des pays de l'OCDE pour la quatrième année consécutive en 2025. Le rapport révèle également que, depuis 2000, les systèmes fiscaux sont devenus plus progressifs dans les pays de l'OCDE pour les ménages dont les revenus sont inférieurs au salaire moyen, tandis que la progressivité pour les revenus supérieurs n'a pas significativement évolué.

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

**Le consensus de marché mesuré par l'enquête de Citi prévoit un taux de croissance de 1,4 % pour 2026 et revoit à la hausse ses prévisions d'inflation pour la troisième quinzaine consécutive.** Le consensus de marché de la deuxième quinzaine d'avril a maintenu inchangé ses prévisions de croissance pour 2025 et 2026, à 1,4 % et 1,8 % respectivement. Ces prévisions apparaissent plus pessimistes que les estimations du FMI publiées dans le WEO d'avril (1,6 % en 2026 et 2,2 % en 2027). Le consensus de marché prévoit en outre que l'inflation s'établisse à 4,3 % g.a. fin 2025 et 3,80 % g.a. fin 2027, des taux qui resteraient supérieurs à la cible d'inflation de la Banque centrale qui est de 3 %. Dans un contexte marqué par la hausse des prix internationaux de l'énergie, les prévisions d'inflation de l'enquête de Citi sont en hausse pour la troisième quinzaine consécutive. Concernant la politique monétaire, le marché prévoit une pause dans le cycle d'assouplissement en mai et une seule baisse supplémentaire de taux en juin, ce qui porterait le taux d'intérêt directeur à 6,5 % fin 2026 (contre 6,75 % actuellement).

**La deuxième série de discussions techniques entre le Mexique et les Etats-Unis en vue de la révision du traité États-Unis-Canada-Mexique (T-MEC) s'est ouverte ce lundi à Mexico, en présence du ministre de l'Economie Marcelo Ebrard et du représentant commercial de la Maison-Blanche (USTR), Jamieson Greer.** D'après ce dernier, les Etats-Unis accorderont une attention particulière aux règles d'origine. Pour sa part, Marcelo Ebrard a indiqué que l'un des axes centraux des discussions sera la substitution des importations, afin de renforcer la production en Amérique du Nord et de réduire la dépendance aux intrants provenant d'autres régions du monde. Il a également annoncé que le secteur privé participera directement à la deuxième série de négociations, précisant que « *plusieurs secteurs de nos industries auront aussi l'occasion de présenter directement leurs points de vue et leurs propositions* ». Concernant le format, Marcelo Ebrard a précisé que les discussions se feront secteur par secteur, les priorités du Mexique étant l'automobile, la sidérurgie et l'agriculture. Lors de la réunion de ce mardi, ont été abordés, entre autres, les avancées et les points en suspens des discussions précédentes concernant les barrières commerciales et le rapport spécial 301 sur les droits de propriété intellectuelle, ainsi que les règles d'origine, la réduction de la dépendance aux importations extérieures à la région, les droits de douane sur l'acier, l'aluminium et le cuivre appliqués par les États-Unis dans le cadre de la Section 232, et le renforcement des chaînes d'approvisionnement entre les deux

pays. Pour rappel, la première série de discussions techniques bilatérales s'est tenue en mars à Washington. Le Mexique et les États-Unis ont convenu de lancer officiellement la phase de négociation du T-MEC au cours de la semaine du 25 mai, dans le cadre du processus de révision conjointe prévue pour le 1er juillet.

**La création d'emplois formels a été faible au T1 2026, avec seulement 207 604 emplois créés, soit le niveau cumulé le plus faible pour un premier trimestre depuis 2005, hors années de crise financière mondiale (2008–2009) et de pandémie (2020).** En janvier, une diminution de 8 104 emplois affiliés à l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS) a été enregistrée, marquant le début d'année le moins dynamique depuis 2009. L'augmentation la plus significative a eu lieu en février, avec 182 778 emplois formels créés tandis qu'en mars, la hausse a été plus modérée, avec 32 930 emplois enregistrés. Le faible dynamisme de la création d'emplois formels coïncide avec la faiblesse de l'investissement, qui, à janvier 2026, cumulait 17 mois de contractions annuelles. Cette situation se reflète dans la baisse annuelle de 2,7 % du nombre d'employeurs affiliés à l'IMSS enregistrée fin mars, un recul encore plus marqué que lors de périodes de crise, ce qui implique une base plus réduite d'employeurs formels et limite le potentiel de création de nouveaux emplois. Cette performance de l'emploi apparaît faible au regard de l'objectif 3 du Plan México qui est de créer 1,5 million d'emplois supplémentaires dans l'industrie manufacturière et les secteurs stratégiques. À mars 2026, seuls 63 119 emplois ont été enregistrés auprès de l'IMSS dans les industries de transformation, soit le cumul le plus faible pour un premier trimestre depuis 2020.

## Sectoriel

**Suite à la faillite de Altos Hornos de México dans l'État de Coahuila, historiquement dépendant de la sidérurgie, le gouvernement de l'État envisage le déploiement du projet « Gas Coahuila ».** Celui-ci vise à pallier les pertes d'emplois et de capacités productives consécutives à l'arrêt des activités du groupe, en s'appuyant sur la valorisation des ressources gazières locales et la remobilisation d'infrastructures industrielles désormais en déshérence. La concrétisation du projet demeure toutefois conditionnée à la levée de plusieurs contraintes. Sur le plan environnemental, le développement d'infrastructures gazières suscite des oppositions liées aux risques de pollution et à la pression sur les ressources hydriques. Sur le plan social, les interrogations portent sur la capacité du dispositif à compenser effectivement les pertes d'emplois, ainsi que sur la répartition des retombées économiques. Des incertitudes persistent par ailleurs quant à sa viabilité économique, dans un marché gazier marqué par la volatilité des prix et la forte consommation de gaz en provenance des États-Unis.

**En rendant la maintenance après-vente plus accessible, Renault vise à renforcer la fidélité de sa clientèle au Mexique.** Cette évolution qui repose sur un abaissement des coûts de maintenance, permis par des économies d'échelle (de l'ordre de 25 % en moyenne, jusqu'à 40 % selon les modèles), ainsi que sur une réorganisation opérationnelle (rationalisation logistique, sécurisation des approvisionnements, mobilisation accrue des capacités locales) et une homogénéisation des grilles tarifaires. Inscrite dans le plan « R<sup>2</sup> », programme de réduction des coûts et de reconquête commerciale du groupe, cette réorientation répond à une attrition de la clientèle, se reportant vers des garages jusqu'alors plus compétitifs en prix.

## Finances publiques

**Le gouvernement mexicain a annoncé qu'il maintiendra les incitations fiscales sur le diesel afin de ramener son prix à un maximum de 28 MXN par litre, conformément à l'accord conclu ce mardi avec le secteur des carburants.** Pour rappel, la présidente Claudia Sheinbaum avait déjà annoncé auparavant des accords avec le secteur pour plafonner volontairement le prix du diesel, d'abord à 28,50 puis à 28,30 MXN par litre. Avant l'annonce de ces accords volontaires de plafonnement, le diesel avait atteint un prix moyen national supérieur à 28,80 MXN par litre, contre 26,37 MXN avant le début du conflit. Actuellement, le diesel est vendu à un prix moyen au niveau national de 28,33 MXN par litre, selon les données du cabinet de conseil PETROIntelligence. Mardi 21 avril, une réunion présidée par Claudia Sheinbaum, s'est tenue, rassemblant différentes entités gouvernementales et des entrepreneurs du secteur des carburants. Au cours de cette réunion il a été convenu de mettre en œuvre « *des actions supplémentaires permettant de poursuivre la baisse du prix* » du diesel.

## Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	23/04/2026
Bourse (IPC)	-1,15%	25,56%	68 836,92 points
Change MXN/USD	0,93%	-11,16%	17,44
Change MXN/EUR	0,15%	-8,31%	20,37
Prix du baril mexicain	6,58%	76,52%	94,65

## Amérique centrale

### Belize

**Le Belize reste en dernière position de l'indice économique régional en 2026 malgré des progrès liés à la restructuration de sa dette.** Le pays se classe 7ème sur 7 dans l'indice composite d'Amérique centrale (CACI) avec un score de 2,34, pénalisé par un héritage de dette publique élevée, qui dépassait 100 % du PIB avant sa restructuration. La réforme « blue bond » en 2021 a toutefois permis de réduire significativement le poids de la dette et d'améliorer les perspectives budgétaires. Si des contraintes structurelles persistent, les analystes soulignent une trajectoire de stabilisation progressive, avec un allègement du service de la dette susceptible de soutenir l'investissement public à moyen terme.

## Costa Rica

**Les Etats-Unis accusent le Costa Rica de créer des distorsions de concurrence en réduisant artificiellement certains coûts, notamment salariaux.** Washington estimerait que le cadre réglementaire et fiscal du Costa Rica accorderait un « *avantage injuste* » aux producteurs costariciens, d'après un rapport du Bureau du Représentant au commerce des Etats-Unis (USTR). Le rapport pointe du doigt des exigences administratives lourdes pour certains exportateurs, des retards dans l'octroi des permis phytosanitaires, des différences de traitement fiscal entre producteurs locaux et importateurs, et des désavantages dans l'accès aux marchés publics au profit des entreprises d'Etat. Pour rappel, en 2025, le déficit des Etats-Unis vis-à-vis du Costa Rica aurait atteint 3,7 Md USD (+84,5 % par rapport à 2024)

**Le Costa Rica a ouvert un bureau de promotion des investissements à Singapour, dans le but d'attirer de nouveaux investisseurs asiatiques.** Les secteurs visés sont les secteurs de la manufacture avancée, de l'industrie agroalimentaire et des infrastructures. En marge de cette inauguration, le ministre costaricien du Commerce extérieur aurait déploré les faibles flux d'exportation du Costa Rica vers la Chine. Malgré l'existence d'un traité de libre-échange (TLC) entre les deux pays, le déficit commercial du Costa Rica vis-à-vis de la Chine se serait nettement creusé (1,1 Md USD en 2012 contre 3,9 Md en 2025), au bénéfice du partenaire asiatique. Pour rappel, les relations sino-costaricaines se sont tendues ces dernières années, suite notamment à l'exclusion de fournisseurs chinois des réseaux 5G et au rapprochement avec les Etats-Unis.

## El Salvador

**La diaspora salvadorienne a investi plus de 1,4 Md USD dans l'économie nationale depuis 2019, contribuant significativement à l'emploi.** Selon les autorités, 286 projets ont été lancés par des Salvadoriens de l'étranger, générant environ 25 000 emplois directs et 60 000 indirects. Ces investissements, principalement issus des États-Unis, se concentrent dans des secteurs variés (tourisme, santé, logistique, services ou immobilier). Cette dynamique confirme le rôle structurant de la diaspora, non seulement comme source de *remesas* mais aussi comme moteur d'investissement productif et de développement économique.

## Guatemala

**Le Guatemala a adopté une subvention temporaire aux carburants en réponse à la hausse des prix liée aux tensions au Moyen-Orient.** Approuvée en urgence le 14 avril et publiée le 20 avril, la mesure prévoit une réduction de 5 GTQ par gallon pour l'essence et de 8 GTQ pour le diesel, pour une durée maximale de trois mois. Financée par redéploiement budgétaire, elle vise à atténuer l'impact sur le coût de la vie dans un pays fortement dépendant des importations de pétrole. Le dispositif diffère de la position initiale du ministère des Finances, qui privilégiait un soutien ciblé sur le diesel.

**Le secteur privé alerte sur la faible compétitivité du Guatemala et appelle à accélérer les réformes.** Malgré une croissance solide (3,5 % à 4 %) et une stabilité macroéconomique remarquable, le nouveau président du CACIF souligne des faiblesses structurelles persistantes, notamment un faible niveau d'investissements directs étrangers (1,5 % du PIB), des déficits en infrastructures et des coûts logistiques élevés. Il met également en garde contre la dépendance aux *remesas* (plus de 25 Mds USD en 2025) et l'appréciation du taux de change, qui pèse sur la compétitivité des exportations, appelant à avancer rapidement sur les réformes législatives et l'amélioration du climat des affaires.

## Honduras

**Un projet d'investissement allemand dans l'automobile pourrait générer jusqu'à 14 000 emplois au Honduras.** Des investisseurs allemands étudient l'implantation d'usines de fabrication de faisceaux électriques dans la zone industrielle d'El Porvenir, avec une première phase estimée à 7 000 emplois directs, pouvant être doublée à terme. Le projet s'appuie sur les atouts du pays (proximité des États-Unis, infrastructures comme Puerto Cortés) dans un contexte de relocalisation industrielle. Les autorités mettent en avant les conditions favorables à l'investissement, avec des retombées attendues pour le tissu industriel local, notamment dans le Valle de Sula.

## Nicaragua

**La dette extérieure du Nicaragua atteint un niveau record de 16,2 Md USD en 2025, portée par la hausse de l'endettement privé.** Le stock total progresse de 2,7 % sur un an, avec une forte contribution du secteur privé, qui capte 85,7 % des nouveaux financements externes (3,37 Md USD). Le secteur public représente 54,4 % de l'encours total, tandis que les créanciers restent majoritairement multilatéraux (42,3 %) et bilatéraux (30,5 %). Cette dynamique reflète une

exposition externe croissante, notamment dans des secteurs clés (énergie, commerce, finance), et souligne les enjeux de soutenabilité à moyen terme.

## Panama

**Le Panama a signé un Memorandum of Understanding (MoU) avec l'OCDE à Paris, afin de reconnaître les efforts du pays pour s'aligner sur les standards internationaux en matière de transparence, de gouvernance et d'intégrité financière.** L'OCDE devrait ainsi appuyer l'agenda de réformes du Panama pour les cinq années à venir. Le MoU créerait un cadre de coopération technique entre le pays et l'OCDE, permettant notamment une meilleure évaluation des politiques publiques du Panama. Le ministre des Relations extérieures du Panama aurait indiqué que ce MoU pourrait ouvrir la voie à une participation plus active du pays aux activités de l'organisation. Il se serait également entretenu avec le directeur général du MEDEF International dans le but de réaffirmer l'attractivité du Panama pour les investissements directs à l'étranger (IDE) français.

**Le débat autour du projet de réforme du Code des ressources minières du Panama s'intensifie, à l'occasion de l'examen en première lecture du projet de loi 579 qui vise à encadrer plus strictement l'exploitation des minerais non métalliques.** Le texte introduirait de critères sociaux et environnementaux plus contraignants pour l'octroi de concessions afin de protéger davantage les communautés et les zones touristiques. Concrètement, il instaurerait des distances minimales entre les activités minières et les différents types de zones sensibles (habitations, écoles, hôpitaux, lieux culturels, routes). Les concessions déjà existantes devraient s'adapter en mettant en place des zones tampons.

## Caraïbes

### Barbade

**Suite à un accord signé en février 2025 à la Barbade, l'Assemblée Nationale française aurait approuvé à l'unanimité l'adhésion de la Martinique comme membre associé à la Communauté des Caraïbes (CARICOM).** Cette adhésion devrait permettre à la collectivité française de renforcer ses coopérations économiques, commerciales et institutionnelles avec les Etats caribéens. La France espère que cette adhésion, qui est le fruit de plus de quinze années de négociations, ouvre la voie à l'intégration d'autres collectivités françaises du bassin Antilles-Guyane au sein de la CARICOM.

## Cuba

**Une hausse record de devises a été enregistrée sur le marché de change.** L'euro a atteint les 600 CUP sur le marché informel, franchissant pour la première fois ce seuil. L'euro qui avait clôturé l'année 2025 à 480 CUP, a ainsi gagné 120 pesos, dans un contexte d'aggravation de la crise économique et énergétique, accentuant la dépréciation du peso cubain et la hausse des prix sur l'île. Parallèlement, le dollar a progressé d'environ 95 pesos sur la période, passant de 430 CUP fin décembre à 525 CUP aujourd'hui. La hausse des devises ne se limite pas au marché informel. Sur le marché officiel, via le taux flottant de la Banque centrale de Cuba (BCC), les taux de change ont également augmenté de manière soutenue : l'euro est passé de 483,34 CUP fin 2025 à 576,52 CUP aujourd'hui (+93,18 CUP), tandis que le dollar s'établit à 488 CUP, contre 411 CUP au 31 décembre.

**L'inflation interannuelle a rebondi en mars pour atteindre 13,42 %**, soit près d'un point de pourcentage de plus que le mois précédent. Les chiffres de l'Office national de statistique et d'information (ONEI) indiquent que l'inflation mensuelle s'est établie à 2,19 %, après 2,58 % en février. Ce rebond met fin à la baisse récente et confirme l'impact des tensions énergétiques liées aux mesures prises par les États-Unis depuis janvier, qui ont entraîné une hausse des coûts de transport et de logistique, aggravant les déséquilibres économiques et les conditions de vie. Les données de l'ONEI montrent que les secteurs les plus touchés sont les restaurants et hôtels (23,75 %), les transports (18,90 %), les services liés au logement (16,79 %) ainsi que les aliments et boissons non alcoolisées (16,65 %). Entre janvier et mars, les prix du transport ont augmenté de 14,09 % et ceux des produits alimentaires de base de 6,18 %, illustrant l'impact du renchérissement du carburant et du manque de devises. Toutefois, des économistes indépendants estiment que les statistiques officielles sous-évaluent l'ampleur réelle de l'inflation, car elles excluent le marché informel et le secteur privé. Dans ces segments, les prix de produits essentiels comme le riz, l'huile ou les œufs ont atteint des niveaux records. Le coût du panier de base pour un ménage peut dépasser les 20 000 CUP par mois, bien au-dessus du salaire moyen dans le secteur public. Par ailleurs, la Banque centrale de Cuba a annoncé l'émission de nouveaux billets de 2 000 et 5 000 pesos à partir du 1er avril, afin de faire face à la pénurie de liquidités et faciliter les transactions dans un contexte de fortes tensions inflationnistes.

## Haïti

**Le Premier ministre haïtien Alix Didier Fils-Aimé, en voyage aux Etats-Unis, a souligné les priorités de son gouvernement, à savoir la sécurité, l'investissement et l'emploi.** En voyage aux Etats-Unis d'Amérique du 19 avril au 24 avril, il a eu l'occasion de rencontrer des membres de l'administration Trump, des élus et des représentants de différentes banques de développement. Lors de ses différents échanges, le Premier ministre a insisté sur la nécessité de garantir la sécurité dans le pays, notamment afin que les élections prévues cet été puissent avoir lieu sereinement. A cet effet, il a rencontré Kristi Noem, envoyée spéciale pour ledit « Bouclier des Amériques » que le gouvernement haïtien considère comme un levier stratégique déterminant pour le rétablissement de l'ordre public. Il ressort de sa rencontre avec Marco Rubio, secrétaire d'Etat, et des élus du Congrès la volonté manifeste de renouveler la loi HOPE/HELP qui permet aux produits textiles haïtiens d'accéder au marché américain sans droit de douane. Le soutien à la prolongation du statut temporaire protégé (TPS), qui protège les migrants haïtiens aux Etats-Unis et permet des envois de fonds essentiels à l'économie haïtienne, doit encore être examiné par le Sénat et divise les élus du parti Républicain. Les échanges du Premier ministre avec la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque interaméricaine de développement (BID) ont surtout tourné autour de la nécessité de soutenir la création d'emplois, notamment à travers le financement de programmes à haute intensité en main d'œuvre.

## Jamaïque

**Malgré les efforts engagés pour professionnaliser le tourisme, les salaires dans ce secteur resteraient structurellement bas.** Le ministre du Tourisme estime qu'il est nécessaire de poursuivre les investissements dans le capital humain. A cette fin, le Centre du tourisme jamaïcain avait été créé en 2017 pour permettre aux travailleurs du secteur de renforcer leurs compétences à travers des programmes de formation. Près de 30 000 personnes en auraient déjà bénéficié. En parallèle, les autorités cherchent à compenser ces bas salaires en améliorant la sécurité économique et les conditions d'emploi. Le Tourism Workers Pension Scheme, régime de retraite lancé en 2022 pour les travailleurs du secteur, a déjà accumulé plus de 6 Md USD et pourrait atteindre 10 Md USD d'ici 2027.

## République Dominicaine

**La Banque centrale de République dominicaine (BCRD) se félicite de la réduction généralisée des taux d'intérêt.** Depuis juin 2025, la BCRD a adopté des mesures de provision de liquidité pour 81 Md DOP (soit 1,35 Md USD) et a réduit de 50 points de base le taux de politique monétaire (TPM). Ces mesures seraient à l'origine de la réduction de l'ensemble des taux d'intérêt privés. En effet, le taux interbancaire, dit *overnight*, est passé en moyenne de 11,5 % à 7,8 % entre mai 2025 et mars 2026. Sur la même période, les taux passifs ont diminué en moyenne de 9,6 % à 6,3 % dans les banques commerciales et de 8,7 % à 6,4 % dans les associations d'épargne et de crédit. En conséquence, les taux actifs sont passés en moyenne de 15,0 % à 13,3 % dans les banques commerciales et de 15,5 % à 13,4 % dans les associations d'épargne et de prêt. Cette réduction des taux permettrait de favoriser la croissance et de préserver la stabilité économique dans un environnement international incertain, en particulier dans les secteurs où les taux ont diminué le plus fortement, à savoir la construction, le commerce et l'agriculture.

**En 2025, la valeur des flux d'IDE espagnols en direction de la République dominicaine a dépassé celle des flux en provenance des Etats-Unis.** Depuis plusieurs années, l'Espagne et les Etats-Unis sont de loin les premiers émetteurs d'investissements directs à l'étranger (IDE) vers la République dominicaine. Mais alors que les Etats-Unis faisaient la course en tête depuis quelques décennies (788 M USD par an en moyenne de 2010 à 2024 contre 283 M USD pour l'Espagne), ils sont passés derrière l'Espagne en 2025 (1,09 Md USD pour l'Espagne contre 1,04 Md USD pour les Etats-Unis). La forte hausse des IDE espagnols s'explique par une diversification de ses investissements, historiquement dans le tourisme, vers d'autres secteurs et notamment celui des énergies renouvelables. Le total des IDE provenant de l'UE a fortement augmenté entre 2024 et 2025, passant de 1,5 Md USD à 1,8 Md USD, porté notamment par l'Italie qui a augmenté ses IDE de 268 % et est devenu le deuxième fournisseur d'IDE avec 372 M USD d'investissements, devant la France à 181 M USD.

## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

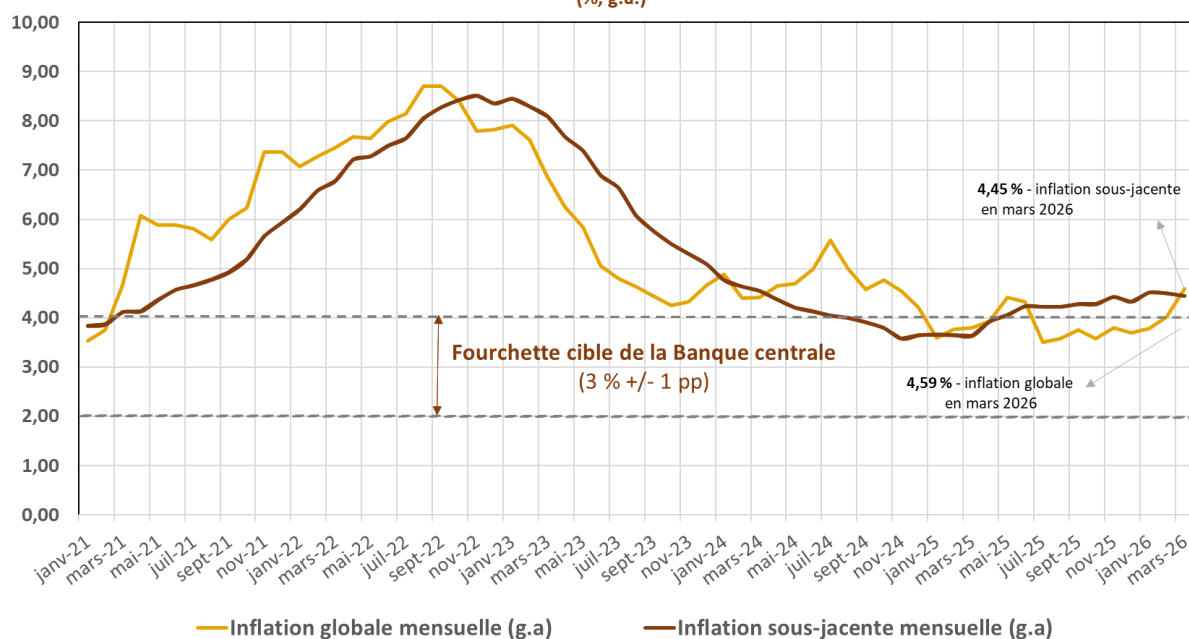
Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Croissance du PIB 2025	Prévision FMI 2026	Dettes publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,4%	0,6%	1,6%	62,7%	3,9%	6,75%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,25%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,9%	27,6%	2,6%	3,75%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3%	43,8%	4,4%	5,75%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025 (Janvier 2026 pour les prévisions de croissance Mexique)

### - Annexe Graphique Mexique -

#### INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

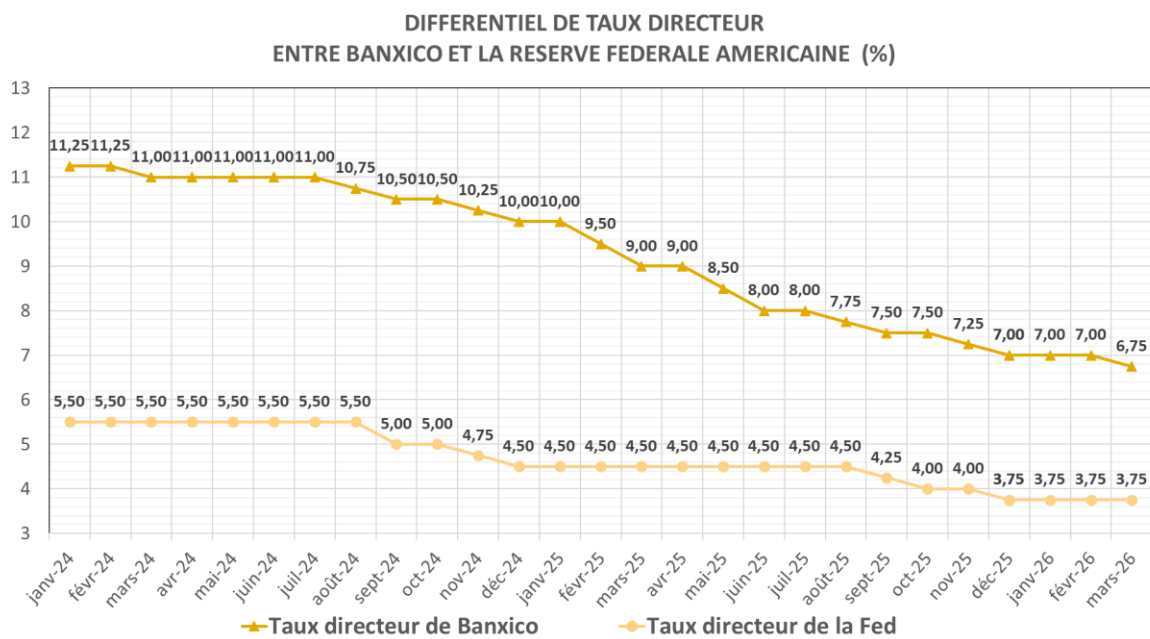
(%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

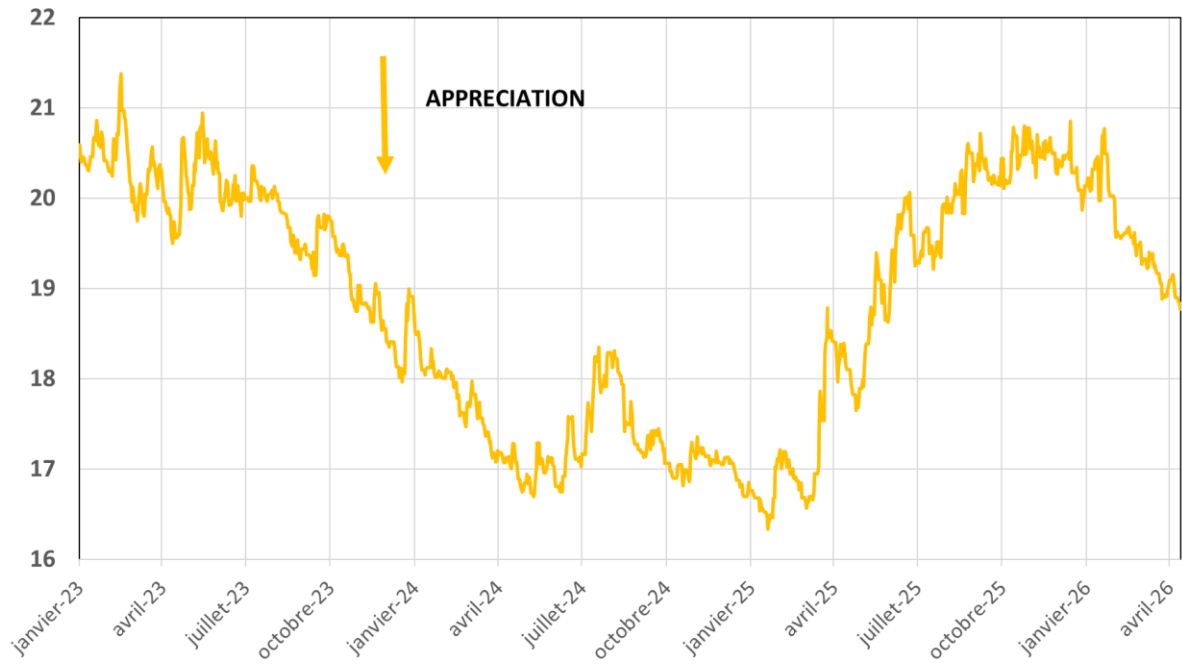
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

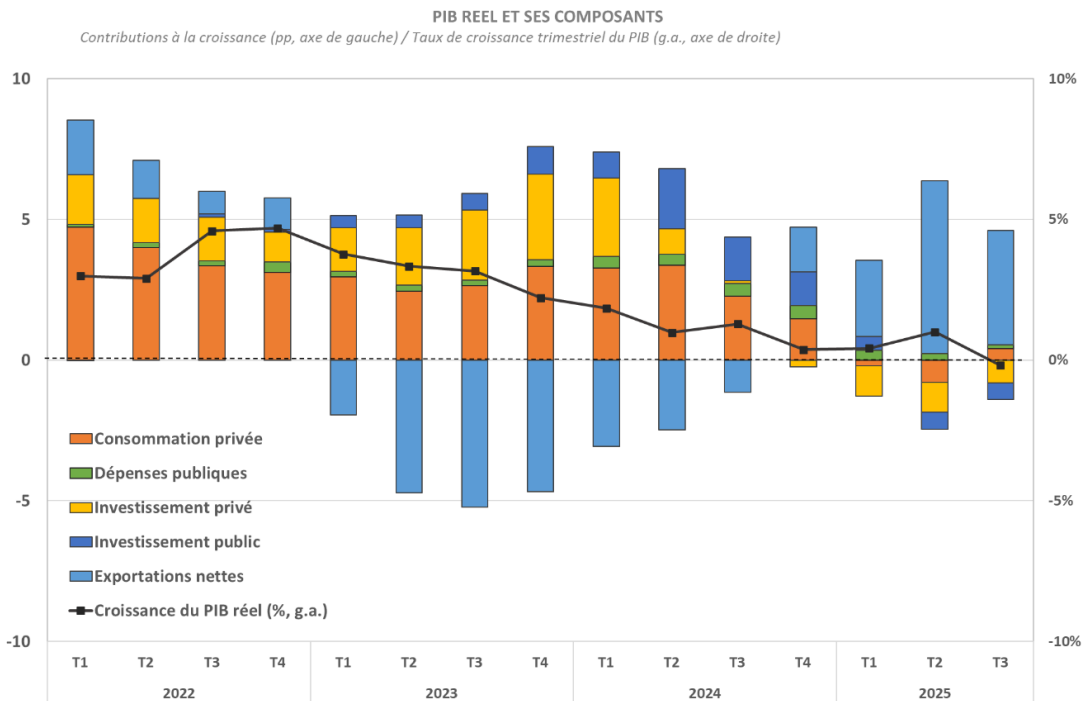


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

## EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)

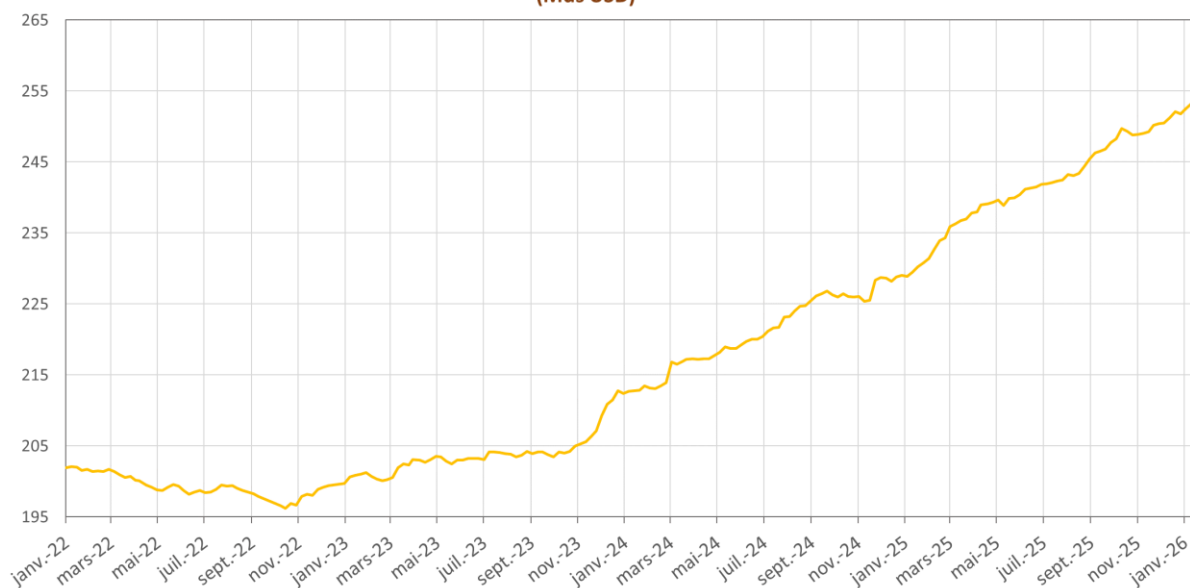


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique

## NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



**Source :** Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)